

«L'Église assume son rôle de contre-pouvoir»

● À propos de l'éditorial de Nicole Lamon intitulé «Les gentils» paru le 15 novembre.

Comme pasteur de paroisse, je reçois des critiques de ceux qui ne comprennent pas l'engagement des Églises pour l'initiative «Multinationales responsables», et qui y voient une entorse à un prétendu devoir de neutralité. J'aimerais leur répondre trois choses qui ne me semblent pas avoir été suffisamment dites:

Le premier point c'est sur l'origine de cet engagement. À travers Pain pour le prochain (côté réformée) ou Action de carême (côté catholique) l'Église s'engage avec de nombreux partenaires dans les pays en voie de développement. Elles voient sur le terrain la problématique de la puissance des multinationales et elles savent que ces pays n'ont pas toujours la force de les contenir (et nous, y arrivons-nous?). C'est à travers leur connaissance du terrain que ces deux organismes ont été parmi les initiateurs de ce projet de loi.

Le deuxième point c'est le pouvoir de l'argent. Toute personne qui prend du recul sur soi-même découvre forcément à un moment combien la soif de posséder est inscrite en soi et nécessite un effort permanent pour être régulée. Ça fait partie de la condition humaine. Il en est de même au niveau d'une société: le pouvoir de l'argent est immense et doit être clairement régulé. On s' imagine parfois qu'une votation est forcément la décision authentique d'un peuple, où chaque voix est l'expression d'une liberté souveraine. On sait cependant que cette liberté est soumise aux informations reçues et aux influences subies. Les lobbys des multinationales qui ne veulent surtout pas qu'on regarde de façon trop lucide ce qu'elles font au loin ont d'immenses moyens pour influencer l'électeur. C'est là le pouvoir de l'argent. En soutenant cette initiative, l'Église assume son rôle de contre-pouvoir - pour rappeler que ce n'est jamais l'économie qui doit primer sur la justice, et en cela, elle est authentiquement à sa place. Elle s'y tient d'ailleurs avec la multitude des associations et des citoyens qui financent avec leurs propres dons cette campagne pour que le choix du peuple puisse se forger en entendant d'autres voix que celle des milieux économiques.

Enfin certains paroissiens se demandent s'ils doivent se considérer comme «mauvais chrétiens» parce qu'ils votent non ou parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans les partis politiques qui soutiennent l'initiative. Mais le parti de l'Église devrait toujours être l'Évangile. Une parole qui est parfois radicalement révolutionnaire (par exemple dans la radicalité de l'amour du prochain que nous sommes appelés à vivre) et qui est aussi parfois plus conservatrice (par exemple dans la sévérité de Jésus sur le divorce). Nous lui donnons en permanence une image plus lisse et présentable pour pouvoir le vivre sans se remettre en permanence en question, mais l'Évangile n'est

jamais une parole confortable. En voulant le vivre, l'Église aspire à un idéal, elle est donc forcément pleine de compromis. Il en est de même pour chaque personne qui voudrait vivre pleinement sa foi. Ça n'est pas une votation qui fait le «bon chrétien», mais bien plutôt notre volonté de nous laisser sans cesse atteindre par le message de l'Évangile. MARTIN NOUIS, pasteur réformé, paroisse de Môtier-Vully (FR)

● Sur le même sujet.

J'ai sous les yeux le communiqué de presse et l'argumentaire de la Commission «Justice et paix - Justitia et Pax» de la Conférence des évêques suisses se déclarant «contre une extension des exportations d'armes». Il n'est donc pas vrai que les autorités ecclésiastiques n'aient «pas dit un mot» à propos de l'autre objet de votation du 29 novembre prochain et que «la guerre semble susciter moins d'indignation chrétienne que les multinationales», ainsi que l'affirme l'éditorial du «Matin Dimanche».

Il n'est donc pas exact non plus que les Églises suisses soient restées «longtemps en retrait des campagnes politiques», comme l'avance le journaliste. À chaque votation qui comporte clairement un enjeu humain et social, «Justice et paix» et d'autres instances d'Églises expriment leur point de vue.

Celui-ci ne consiste jamais en un mot d'ordre et ne discrédite en aucune manière l'humanité des chrétiens qui voteraient différemment, en leur âme et conscience. La Conférence des évêques suisses se contente de faire entendre sa voix dans le concert des opinions, de fournir des éléments de réflexion, et laisse bien évidemment chaque catholique voter en toute liberté.

Certes, il faut reconnaître que, concernant l'initiative pour des entreprises responsables, cela fait des années que l'Action de carême et Pain pour le prochain, les deux organes officiels des Églises catholique et protestante, la valorisent, et que donc l'appui s'est avéré cette fois-ci plus explicite. Mais ce n'est de loin pas la première ni ne sera la dernière fois. Et cet avis ne concerne pas les «gentils», comme le titre de l'article l'indique, puisqu'il y va du respect de l'environnement et des droits de l'homme. Quoi de plus sérieux?

L'Évangile demande à chaque page une traduction dans les actes des convictions personnelles en faveur de la dignité humaine et de la justice sociale. Le pape François dans sa dernière encyclique «Tous frères et sœurs» invite l'ensemble des êtres de bonne volonté à la solidarité universelle et à l'amitié sociale. Ce n'est pas «gentil», c'est vital. L'un n'empêche pas l'autre: les Églises «se concentrent sur le soutien spirituel» auprès des personnes âgées et fragilisées en ces temps troublés, je puis pleinement rassurer Nicole Lamon à ce propos. Et cet apport spirituel se conjugue parfaitement avec un engagement citoyen. L'un ne va pas sans l'autre.

Abbé François-Xavier AMHERDT, professeur de théologie à l'Université de Fribourg

● À propos de l'article intitulé «La prise en charge des patients est menacée» paru le 1^{er} novembre.

Cette fois on y est. «Le Matin Dimanche» nous informe du risque d'un prochain tri impitoyable à l'entrée de nos hôpitaux suisses. Tout est déjà prêt pour sacrifier les plus vulnérables de notre société. L'Association suisse des sciences médicales et la Société suisse de médecine intensive ont rédigé ce printemps ce funeste document et ce sont des spécialistes des questions éthiques et

médicales qui évalueront l'opportunité de l'entrée en vigueur de ce document.

C'est cela la Suisse qui se vante d'avoir le meilleur système sanitaire du monde? Alors que l'on avait tout l'été pour se préparer et entretenir des relations efficaces avec les cliniques privées qui elles, restent avec des lits vides alors que l'on aurait pu les solliciter pour ne pas entrer dans le pire des cauchemars - trier les malades qui ont droit aux soins et les autres. Où est l'égalité de l'accès aux soins? (...)

DANY SCHAER, Saint-Cierges (VD)

● À propos de l'édition du «Matin Dimanche» du 1^{er} novembre.

J'achète «Le Matin Dimanche» régulièrement et je dois vous dire que vous faites fausse route avec vos articles qui sont tous d'une critique négative! Il n'y a rien de positif et c'est dommage par les temps qui courent! (...) Il n'y a bientôt plus rien de bien dans ce journal, si ce n'est que l'on ressent beaucoup trop votre position politique! Vous n'êtes pas là pour juger mais normalement pour communiquer! Un peu de gaieté et des reportages lumineux

feraient du bien! (...) ERNEST BOURGEOIS, Renens (VD)

Réagissez aux articles du «Matin Dimanche»

- sur notre page Facebook «Le Matin Dimanche»
- sur Twitter via @lematindimanche
- par e-mail à: lematindimanche@lematindimanche.ch
- par courrier postal à: Rédaction du «Matin Dimanche», av. de la Gare 33, 1001 Lausanne

Publicité

RTS Radio Télévision Suisse

CHAÎNE DU BONHEUR LA SUISSE SOLIDAIRE

COEUR à COEUR

12 - 18 décembre

RTS LA 1ÈRE

Mobilisons-nous depuis chez nous pour le droit à l'enfance

avec

le site coeurRTS.ch

l'app Coeur RTS

les réseaux sociaux

AVEC LE SOUTIEN DE

Groupe Mutuel

OPTION MUSIQUE

lfm LA RADIO

RADIO LAC

RJB

RTN

RFJ

RADIOFR

RADIO CHABLAIS